

**No. 29180**

---

**FRANCE  
and  
SPAIN**

**Agreement concerning the construction of a road tunnel at  
the Somport Pass. Signed at Paris on 25 April 1991**

*Authentic texts: French and Spanish.*

*Registered by France on 22 October 1992.*

---

**FRANCE  
et  
ESPAGNE**

**Accord eu vue de la constructiou d'uu tunuel routier au col  
du Somport. Sigué à Paris le 25 avril 1991**

*Textes authentiques : français et espagnol.*

*Enregistré par la France le 22 octobre 1992.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROYAUME DE L'ESPAGNE EN VUE DE LA CONSTRUCTION D'UN TUNNEL ROUTIER AU COL DU SOMPORT

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne désireux d'améliorer les conditions de circulation des biens et des personnes sur l'axe européen E7 reliant Pau à Saragosse, et animés de l'esprit d'amicale coopération qui préside à leurs relations mutuelles, sont convenus de ce qui suit :

### *Article 1*

Il sera procédé à la construction d'un tunnel sous le Col de Somport reliant la France (N-134) à l'Espagne (N-330) intégré à l'itinéraire européen E7.

### *Article 2*

Les dispositions relatives à la construction de ce tunnel routier sont fixées par le présent accord qui établit à cette fin la répartition des droits et des obligations entre les deux pays.

La Commission Technique Mixte visée à l'article 6 du présent accord rédigera un Protocole qui définira les dispositions particulières relatives à la situation et aux caractéristiques techniques du tunnel et de ses accès immédiats. L'accord des deux Pays en ce qui concerne ce Protocole sera confirmé par échange de lettres.

### *Article 3*

Les études géologiques, hydrogéologiques, et géotechniques seront réalisées par le Gouvernement espagnol. Le Gouvernement Français se charge de la rédaction de l'avant-projet de l'ouvrage. Les projets des accès immédiats du côté français et du côté espagnol sont établis par chacun des deux Pays.

### *Article 4*

Chaque Pays assurera le financement de ce qui sera exécuté sur son territoire, à l'exception du coût des équipements dont la définition et la répartition du financement seront arrêtées après avis de la Commission Mixte visée à l'article 6. La réalisation de chacun des accès immédiats sera assurée par chaque Etat respectif. Il a été sollicité un cofinancement des Communautés Européennes compte tenu de l'intérêt européen de l'itinéraire.

### *Article 5*

Les deux Pays accorderont les facilités nécessaires à la rédaction du projet et à la réalisation du tunnel sur leurs territoires respectifs. A cette fin, ils approuveront les projets techniques et accompliront les procédures administratives et juridiques propres à chaque Etat, liées à l'acquisition des terrains et préalables à l'ouverture du chantier.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 31 janvier 1992, date de la dernière des notifications (des 25 novembre 1991 et 31 janvier 1992) par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément à l'article 14.

### Article 6

Aux fins d'assurer de façon conjointe le contrôle des études et de la réalisation de l'ouvrage, une Commission Technique Mixte franco-espagnole sera créée. La Commission sera composée d'un nombre égal de représentants français et espagnols assistés par les experts qu'ils jugeront nécessaires. La composition de la Commission sera établie par échange de lettres.

Cette Commission donnera son avis et formulera, le cas échéant, les propositions nécessaires aux deux Gouvernements en tout ce qui concerne les études du projet et l'exécution des travaux.

La Commission sera présidée alternativement, pour six mois, par le Président de chaque délégation. Les décisions de la Commission seront prises d'un commun accord.

Les Présidents des deux délégations pourront transmettre leurs pouvoirs aux personnes qu'ils jugeront compétentes. De même la Commission pourra déléguer des fonctions déterminées ou charger de certaines questions les Groupes restreints de ladite Commission.

La Commission se réunira au moins une fois par trimestre et, chaque fois que cela sera nécessaire, à la demande de l'une des deux parties.

### Article 7

Une fois approuvé l'avant-projet visé à l'article 3 et autorisée, par les deux Gouvernements, la réalisation de l'ouvrage correspondant, chaque Etat procédera à la mise en concurrence et à la dévolution des travaux situés sur son territoire conformément aux dispositions du droit communautaire relatif aux marchés de travaux publics en vigueur au moment de l'appel d'offres et notamment de la directive 71305/CEE modifiée.

Cette mise en concurrence sera simultanée dans les deux Etats.

A cet effet la Commission Technique Mixte, visée à l'article 6 de cet accord proposera aux Ministères compétents, français et espagnol, les dates de la mise en concurrence simultanée et le délai d'exécution des travaux. Préalablement à l'attribution des travaux, la Commission Technique Mixte remettra aux Ministères français et espagnol son avis sur les propositions présentées aux appels d'offres.

Chaque Etat désignera son maître d'œuvre qui rendra compte de l'exécution des travaux devant la Commission Mixte à chacune de ses réunions.

### Article 8

Les deux Pays fixeront, par échange de lettres sur proposition de la Commission Technique Mixte, les modalités de l'exploitation et de l'entretien du tunnel et de ses accès immédiats.

Ces modalités devront avoir été arrêtées avant le lancement des travaux.

### Article 9

Pour l'élaboration de l'avant-projet et des études prévus par l'article 3, le droit applicable relatif aux conditions de travail et aux régimes sociaux sera celui en vigueur en France pour l'avant-projet, celui en vigueur en Espagne pour les études géologiques, hydrogéologiques et géotechniques.

*Article 10*

Avant la réception des travaux, la Commission Mixte présentera un rapport aux deux Gouvernements sur l'exécution des travaux.

*Article 11*

Chaque Etat sera propriétaire de la partie du tunnel et des accès situés sur son territoire.

*Article 12*

La délimitation de la frontière entre la France et l'Espagne sera matérialisée dans le tunnel par la Commission Internationale des Pyrénées en accord avec les conventions internationales en vigueur.

*Article 13*

Les postes de police et de douane seront situés de manière à garantir les meilleures conditions de fonctionnement du tunnel et de ses accès.

Les accords nécessaires seront établis par les deux pays, sur proposition de la Commission Technique Mixte, par échange de lettres.

*Article 14*

Chacune des parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui interviendra à la date de la dernière de ces notifications.

FAIT à Paris le 25 avril 1991 en double exemplaire en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

[Signé]

LOUIS BESSON  
Ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer

Pour le Royaume d'Espagne :

[Signé]

JOSÉ BORRELL FONTELLES  
Ministre des travaux publics et des transports

---

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO ENTRE LA REPÚBLICA FRANCESA Y EL REINO DE  
ESPAÑA PARA LA CONSTRUCCIÓN DE UN TUNEL DE CA-  
RRETERA EN EL PUERTO DE SOMPORT

---

En París, a 25 de Abril de 1991.

El Gobierno de la Republica Francesa y el Gobierno del Reino de España deseosos de mejorar las condiciones de circulación de los bienes y de las personas en el eje E-7 que une Pau y Zaragoza, y animados por el espíritu de cooperación amistosa que preside sus mutuas relaciones han convenido lo que sigue:

**Artículo 1:**

Se construirá un túnel bajo el puerto de Somport enlazando Francia (N-134) con España (N-330) integrado en el itinerario europeo E7.

**Artículo 2:**

Las disposiciones relativas a la construcción de este túnel de carretera están fijadas en el presente Convenio que establece con este fin el reparto de derechos y obligaciones entre los dos Países.

La Comisión Técnica Mixta prevista en el artículo 6 del presente Convenio redactará un Protocolo, que definirá las disposiciones particulares relativas a la situación y a las características técnicas del túnel y de sus accesos inmediatos. El acuerdo de los dos Gobiernos en lo que se refiere a este Protocolo, será confirmado por canje de notas.

**Artículo 3:**

Los estudios geológicos, hidrogeológicos y geotécnicos serán realizados por el Gobierno Español. El Gobierno Francés se encargará de la redacción del anteproyecto de la obra. Los proyectos de los accesos inmediatos del lado francés y del lado español serán realizados por cada uno de los dos países.

**Artículo 4:**

Cada País tendrá a su cargo la financiación de la parte del túnel que sea ejecutada en su territorio, a excepción del coste de los equipamientos cuya definición y reparto de financiación serán establecidos previo informe de la Comisión Técnica Mixta prevista en el artículo 6. La realización de cada uno de los accesos inmediatos corresponderá a cada Estado respectivo. Se ha solicitado cofinanciación de las Comunidades Europeas teniendo en cuenta el interés europeo del itinerario.

**Artículo 5:**

Los dos Países concederán las facilidades necesarias para la realización de los estudios técnicos del túnel y de la ejecución de la obra en sus territorios respectivos. Con este fin, aprobarán dichos estudios y cumplirán los procedimientos administrativos y jurídicos propios de cada Estado en lo referente a la adquisición de terrenos y previos al comienzo de la obra.

**Artículo 6:**

Con el fin de garantizar de manera conjunta el control de los estudios y de la realización de la obra, se creará una Comisión Técnica Mixta Franco-Española, que se compondrá de un número igual de representantes franceses y españoles asistidos por los expertos que se juzguen necesarios. La composición de la Comisión será establecida por canje de notas.

Esta Comisión informará y hará, en su caso, las propuestas necesarias a ambos Gobiernos en todo lo relativo a los estudios del proyecto y ejecución de las obras.

La Comisión estará presidida alternativamente, cada seis meses, por el Presidente de cada delegación. Las decisiones de la Comisión se tomarán de común acuerdo.

Los Presidentes de las dos delegaciones podrán delegar sus poderes en las personas que juzguen conveniente. Asimismo la Comisión podrá delegar determinadas funciones o encomendar ciertos asuntos a Grupos reducidos de la misma Comisión.

La Comisión se reunirá al menos una vez por trimestre y, cada vez que sea necesario, a petición de cada una de las partes.

**Artículo 7:**

Una vez aprobado el anteproyecto previsto en el artículo 3, y autorizada por ambos Gobiernos la ejecución de la obra correspondiente, cada Estado procederá a la licitación y a la adjudicación de las obras situadas en su territorio, de acuerdo con las disposiciones de derecho comunitario relativo a contratación de obras públicas en vigor en el momento de la licitación y en especial con la directiva 71/305/CEE modificada.

Esta licitación será simultánea en ambos Estados.

A este fin la Comisión Técnica Mixta, prevista en el artículo 6 del presente Convenio, propondrá a los Ministerios competentes francés y español las fechas de la licitación simultánea y el plazo de ejecución de las obras. Previamente a la adjudicación de las obras la Comisión Técnica Mixta presentará un informe a los Ministerios francés y español sobre las proposiciones presentadas en las licitaciones.

Cada Estado designará su Dirección de Obras que informará de la ejecución de las obras a la Comisión Mixta en cada una de sus reuniones.

**Artículo 8:**

Los dos Países fijarán, por canje de notas, previa propuesta de la Comisión Técnica Mixta, las modalidades de explotación y de conservación del túnel y de sus accesos inmediatos.

Estas modalidades deberán haber sido decididas previamente a la iniciación de las obras.

**Artículo 9:**

Para la elaboración del anteproyecto y de los estudios previstos en el artículo 3, el derecho aplicable relativo a las condiciones de trabajo y regímenes sociales será el que esté en vigor en Francia para el anteproyecto y el que esté en vigor en España para los estudios geológicos, hidrogeológicos y geotécnicos.

**Artículo 10:**

Antes de la recepción de las obras, la Comisión Mixta presentará un informe a los dos Gobiernos sobre la ejecución de las mismas.

**Artículo 11:**

Cada Estado será propietario de la parte del túnel y de los accesos situados en su territorio.

**Artículo 12:**

La delimitación de la frontera entre Francia y España se materializará en el túnel por la Comisión Internacional de los Pirineos de acuerdo con las convenciones internacionales en vigor.

**Artículo 13:**

Los puestos de policía y de aduanas se situarán de manera que se garanticen las mejores condiciones de funcionamiento del túnel y de sus accesos.

Los acuerdos necesarios se establecerán, por los dos Países, previa proposición de la Comisión Técnica Mixta, por canje de notas.

**Artículo 14:**

Cada una de las partes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos para la entrada en vigor del presente Convenio que tendrá efecto en la fecha de la última notificación.



Hecho en París el 25 de Abril de 1991 en doble ejemplar en lenguas francesa y española los dos textos, siendo igualmente auténticos cada uno de los textos.

Por la República Francesa:

Ministre de l'équipement, du logement,  
des transport et de la mer,

[*Signed — Signé*]

LOUIS BESSON

Por el Reino de España:

Ministro de Obras Publicas  
y Transportes,

[*Signed — Signé*]

JOSÉ BORRELL FONTELLES

---

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE  
KINGDOM OF SPAIN CONCERNING THE CONSTRUCTION OF  
A ROAD TUNNEL AT THE SOMPORT PASS

The Government of the French Republic and the Government of the Kingdom of Spain, desiring to improve conditions for the movement of goods and persons along European route E7 linking Pau and Zaragoza, and prompted by the spirit of amicable cooperation that informs their mutual relations, have agreed as follows:

*Article 1*

A tunnel shall be constructed under the Somport Pass linking France (N-134) to Spain (N-330) and forming part of European route E7.

*Article 2*

This Agreement sets forth the provisions governing the construction of this road tunnel and for that purpose apportions rights and obligations between the two countries.

The Joint Technical Commission referred to in article 6 of the present Agreement shall draw up a Protocol setting forth the special provisions relating to the location and technical characteristics of the tunnel and its immediate approaches. The agreement of the two countries with regard to this Protocol shall be confirmed by exchange of letters.

*Article 3*

The geological, hydrogeological and geotechnical studies shall be carried out by the Government of Spain. The French Government shall be responsible for drawing up the preliminary plan of the works. The plans for the immediate approaches from the French side and from the Spanish side, respectively, shall be drawn up by each of the two countries.

*Article 4*

Each country shall arrange financing for the work to be done on its own territory, except for the cost of equipment, which shall be determined and for which the financing shall be apportioned after consultation with the Joint Commission referred to in article 6. The immediate approaches shall be built by the respective States. Cofinancing has been requested from the European Community, since the route is of concern to Europe.

*Article 5*

The two countries shall provide the facilities necessary for the preparation of the plan and the construction of the tunnel on their respective territories. For that purpose, they shall approve the technical plans and carry out the administrative and

<sup>1</sup> Came into force on 31 January 1992, the date of the last of the notifications (of 25 November 1991 and 31 January 1992) by which the Parties informed each other of the completion of the constitutional procedures required, in accordance with article 14.

legal procedures required in each State in connection with land acquisition and preliminary to the opening of the construction site.

#### *Article 6*

In order to ensure the exercise of joint control over the studies and the execution of the work, a French-Spanish Joint Technical Commission shall be set up. The Commission shall be composed of an equal number of French and Spanish representatives assisted by such experts as they shall deem necessary. The composition of the Commission shall be confirmed by exchange of letters.

The Commission shall give advice and, where appropriate, shall submit such proposals as may be necessary to the two Governments on all matters concerning the planning studies and the execution of the work.

The Commission shall be chaired alternately for six-month periods by the head of each delegation. The decisions of the Commission shall be reached by consensus.

The heads of the two delegations may delegate their powers to persons they deem competent. The Commission may likewise delegate specific functions or entrust certain issues to Commission task forces.

The Commission shall meet at least once every three months, and whenever necessary at the request of one of the two parties.

#### *Article 7*

Once the preliminary plan referred to in article 3 has been approved and the two Governments have authorized the execution of the work entailed, each State shall proceed to solicit competitive tenders and award contracts for the work located on its own territory in accordance with the current provisions of European Community law concerning public works contracts at the time invitation to tender is issued and in particular directive 71/305/EEC, as amended.

Competitive tendering shall be conducted simultaneously in the two States.

For that purpose the Joint Technical Commission referred to in article 6 of this Agreement shall propose to the competent French and Spanish Ministries the dates for the simultaneous tendering procedures and the time-table for execution of the work. Before contracts for the work are awarded, the Joint Technical Commission shall convey to the French and Spanish Ministries its opinion of the proposals submitted in response to the invitations to tender.

Each State shall designate its own supervisor, which shall report on the execution of the work to the Joint Commission at each of its meetings.

#### *Article 8*

On the basis of the proposals of the Joint Technical Commission, the two countries shall determine by exchange of letters the conditions of operation and maintenance of the tunnel and its immediate approaches.

These conditions must be established before work commences.

#### *Article 9*

For the purpose of preparing the preliminary plan and the studies specified in article 3, the law applicable to the conditions of employment and social security shall be the law in effect in France in the case of the preliminary plan, and the law

in effect in Spain in the case of the geological, hydrogeological and geotechnical studies.

*Article 10*

Prior to acceptance of the work, the Joint Commission shall submit a report to the two Governments on the execution of the work.

*Article 11*

Each State shall own the portion of the tunnel and approaches situated on its own territory.

*Article 12*

The frontier between France and Spain shall be delimited in the tunnel by the International Commission of the Pyrenees in accordance with current international conventions.

*Article 13*

Police and customs stations shall be so situated as to ensure optimum functioning of the tunnel and its approaches.

The requisite agreements, based on the proposals of the Joint Technical Commission, shall be confirmed by exchange of letters between the two countries.

*Article 14*

Each of the Parties shall notify the other when the constitutional procedures required for the entry into force of the present Agreement have been completed. The present Agreement shall enter into force on the date of the latter of these notifications.

DONE at Paris on 25 April 1991 in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

*[Signed]*

LOUIS BESSON  
Minister of Equipment,  
Transportation and the Sea

For the Kingdom of Spain:

*[Signed]*

JOSÉ BORRELL FONTELLES  
Minister of Public Works  
and Transportation

---